

6.00 crédits	30.0 h + 9.0 h	Q1
--------------	----------------	----



Cette unité d'enseignement n'est pas accessible aux étudiants d'échange !

Enseignants	Delforge Catherine ;
Langue d'enseignement	Français
Lieu du cours	Bruxelles Saint-Louis
Préalables	<i>Le(s) prérequis de cette Unité d'enseignement (UE) sont précisés à la fin de cette fiche, en regard des programmes/formations qui proposent cette UE.</i>
Acquis d'apprentissage	<p>A la fin de cette unité d'enseignement, l'étudiant est capable de :</p> <p>Le cours magistral assure une formation de base en droit des contrats (civils) spéciaux et de la responsabilité civile extra-contractuelle. La compréhension et la maîtrise des concepts, leur application à des situations concrètes ainsi que le développement d'un esprit critique en constituent les principaux objectifs.</p> <p>Dans le prolongement direct du cours magistral, les travaux pratiques accompagnent, quant à eux, l'apprentissage de la recherche l'expression d'une ou plusieurs solution(s) pouvant rencontrer un problème juridique. Ils supposent donc une analyse rigoureuse ainsi qu'un esprit de synthèse et un esprit critique. Les travaux pratiques permettent également de développer la maîtrise de la méthodologie juridique : recherche et utilisation des sources du droit, structuration d'un texte, correction des citations et références bibliographiques. Ces travaux invitent, par ailleurs, à découvrir les avantages et les contraintes d'une démarche collective. En effet, si leur travail écrit doit être personnel et original, les étudiant-e-s sont invité-e-s à coopérer, notamment dans la recherche des sources et l'identification des questions juridiques posées. Enfin, s'échelonnant sur environ deux mois, les travaux pratiques permettent aux étudiant-e-s d'apprendre à gérer leur temps, notamment à respecter les délais en y incluant les contraintes extérieures (dactylographie, consignes rédactionnelles, etc.).</p>

<p>Modes d'évaluation des acquis des étudiants</p>	<p>Evaluation orale portant sur la matière enseignée dans le cadre du cours magistral. Elle prend la forme de deux questions principales, dont seule la première fait l'objet d'une préparation. Des questions additionnelles, posées 'du tac au tac', complètent cette évaluation.</p> <p>1. Matière faisant l'objet de l'évaluation</p> <p>(a) Cours magistral</p> <p>Cette activité d'apprentissage est cotée sur 20 (pondération : 3/4).</p> <p>L'examen porte sur la matière enseignée lors du cours magistral (complétée par les supports de cours), ainsi que les « techniques » de résolution de cas pratiques vues lors des séances de travaux pratiques.</p> <p>L'examen peut prendre la forme de questions de connaissance (par ex. à travers un exercice de définition des concepts et institutions vus au cours), de réflexion (par ex. à travers un exercice de comparaison ou une question théorique « ouverte ») ainsi que la résolution d'un cas pratique ou l'analyse de documents issus de la pratique.</p> <p>Les étudiant-e-s veilleront à se mettre à jour : l'évaluation est, bien entendu, propre à l'enseignement dispensé durant l'année académique au cours de laquelle l'examen a lieu (précision importante vu les réformes en cours).</p> <p>Les critères d'évaluation concernant l'évaluation portant sur le cours magistral sont les suivants : la capacité à qualifier juridiquement une situation de fait donnée ainsi que l'aptitude à restituer le contenu de l'enseignement et à adopter à son égard une approche critique. Seront plus spécifiquement évaluées les capacités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la capacité à distinguer l'essentiel de l'accessoire, - la capacité de synthèse, <p>les connaissances juridiques et la capacité à les restituer de façon tout à la fois complète et précise, en prenant appui sur un dispositif légal ou réglementaire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la capacité de raisonnement (en ce compris la capacité à l'argumentation, une même situation pouvait justifier de faire appel à des régimes différents, entre lesquels il convient de faire un choix, lui-même à motiver) ; - la capacité de rédaction si l'examen est écrit. <p>(b) Travaux pratiques</p> <p>Cette activité d'apprentissage est cotée sur 20 (pondération : 1/4).</p> <p>Les critères d'évaluation concernant le travail écrit sont les suivants : outre les aptitudes liées à la matière et qui sont identiques à celles du cours magistral (voir ci-avant), la qualité de la démarche intellectuelle; la qualité de la bibliographie et du dispositif de référence des sources; la qualité de la rédaction; le respect des contraintes en termes de longueur et de délais; l'honnêteté intellectuelle (essentielle dans un travail scientifique).</p> <p>La présence aux séances de travaux pratiques est obligatoire.</p> <p>2. Documents et renvois autorisés lors de l'examen</p> <p>Pendant toute la durée de l'examen, les étudiant-e-s peuvent disposer de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur(s) code(s) à la condition qu'ils ne reprennent pas des sommaires de jurisprudence (pratique interdite), - des lois particulières en lien avec la matière enseignée, lesquelles doivent en principe être imprimée intégralement (pas de copiés/collés réalisés dans un document par l'étudiant-e). <p>Les documents autorisés peuvent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire l'objet de soulignements ou de surlignements (fluo) ; - comporter un renvoi à une disposition légale ou réglementaire (ex. voir article ...) et/ou à une décision de jurisprudence (dans ce dernier cas, seule la mention de la juridiction saisie et de la date de la décision est autorisée), pas davantage. <p>L'usage de mots-clés et autres annotations n'est pas autorisé, sauf s'il s'agit, ce faisant, de reprendre l'intitulé d'un titre du code ou d'une législation particulière.</p> <p>Tout non-respect des consignes précitées sera porté à la connaissance du président ou de la présidente du jury, sans considération de l'intention ou de la bonne/mauvaise foi de l'étudiant-e. Il revient, en effet, à chaque étudiant-e de s'assurer personnellement du respect de ces consignes.</p> <p>3. Étudiant-e-s bénéficiant de dispenses ou d'un régime particulier (PEPS, etc.)</p> <p>Les étudiant-e-s qui ont été officiellement dispensé-e-s d'une partie de la matière sont invité-e-s à se munir, le jour de l'examen, d'une copie d'un document officiel attestant de la dispense ou du régime particulier.</p> <p>Sont seules prises en compte les dispenses qui ont été reconnues par la Commission compétente relevant du jury du programme de bachelier en droit : aucune dispense officieuse ne sera, dès lors, accordée et ce, quelles que soient les circonstances ou notes précédemment obtenues par l'étudiant-e.</p> <p>Pour ce qui concerne les étudiant-e-s à besoins spécifiques (PEPS), le document officiel est celui établi par le SAE (Clara Wauthy).</p>
--	--

<p>Méthodes d'enseignement</p>	<p>1° Cours magistral L'enseignement est magistral.</p> <p>2° Les séances de travaux pratiques Le cours magistral se prolonge par des travaux pratiques dispensés en petits groupes et encadrés par un-e assistant-e. Un travail écrit est, dans ce cadre, demandé aux étudiant-e-s sur une des matières faisant l'objet de l'enseignement magistral.</p> <p>Les travaux pratiques sont organisés en plusieurs étapes qui permettent aux enseignant-e-s de suivre la progression des étudiant-e-s.</p> <p>Dès la première séance, un cahier des charges exposant la démarche à suivre et fournissant des indications bibliographiques est disponible et présenté aux étudiant-e-s.</p> <p>Une étape intermédiaire invite l'étudiant-e à remettre un « état de la question » (qui fait le point sur la recherche effectuée) permettant à l'enseignant-e d'ajuster l'orientation prise. Tout au long de la rédaction du travail, des permanences sont assurées par les assistant-e-s, qui permettent aux étudiant-e-s de poser leurs questions et difficultés et aux assistant-e-s d'apprécier l'adéquation et la pertinence du travail déjà réalisé.</p> <p>Enfin, les étudiant-e-s remettent un travail écrit personnel.</p> <p>Les travaux pratiques exigent le respect des consignes contenues dans le « cahier des charges » mis à la disposition des étudiant-e-s via le Service des supports de cours.</p>
<p>Contenu</p>	<p>1° Cours magistral Cet enseignement constitue une partie du cours "Droit des contrats et de la responsabilité civile". Les étudiant.es se référeront donc à ce qui est dit sur cette fiche de description.</p> <p>La matière porte ici uniquement sur les principaux contrats spéciaux nommés par le Code civil et les lois particulières: la vente, le bail (en Région Bruxelloise) et les contrats de services (entreprise, mandat) et, si le temps le permet, le contrat de transaction. Elle prolonge directement l'étude du régime général des obligations contractuelles (2ème bloc du Bachelier en droit).</p> <p>À travers l'étude du régime de ces contrats, il s'agit notamment d'attirer l'attention des étudiant-e-s, futur-e-s praticien-ne-s du droit, sur le fait que chaque contrat particulier s'inscrit nécessairement au confluent de normes « générales » (qui constituent ce que l'on nomme classiquement le « droit commun des obligations contractuelles » et qui ont vocation à régir la conclusion, l'exécution, l'interprétation et la dissolution de tous les contrats) et de normes « spéciales », qui relèvent plus particulièrement de l'enseignement. Il s'agit également de souligner l'intérêt pratique qu'il peut y avoir pour les parties de compléter, d'aménager ou d'exclure ce droit « général » ou « spécial » par des normes plus particulières encore. L'examen de clauses issues de la pratique permet, à cet égard, tout particulièrement de prendre la mesure de ce que recouvrent réellement la liberté contractuelle et la portée des interventions législatives protectrices.</p> <p>D'une manière générale, le cours insiste sur l'importance qu'il y a à tracer des liens théoriques, tant entre le droit général et les droits spéciaux des contrats qu'entre les régimes spéciaux de responsabilité/réparation et le « droit commun » du Code civil, et ce afin de mieux percevoir quelles sont les implications concrètes des règles juridiques qui les concernent et de développer un esprit critique.</p> <p>2° Les séances de travaux pratiques La première séance est en partie consacrée à la présentation du cadre de travail et au travail écrit attendu des étudiant-es.</p> <p>Les six séances abordent des problématiques particulières enseignées lors du cours magistral et qui sont traitées de manière pratique grâce à la résolution d'exercices et l'analyse de documents.</p>
<p>Ressources en ligne</p>	<p>Plateforme Moodle du cours</p>
<p>Bibliographie</p>	<p>Les supports du cours comportent le renvoi à une bibliographie délibérément limitée. Le but est, en effet, uniquement de permettre aux étudiant-e-s qui le souhaitent de disposer de l'une ou l'autre référence « de base » en la matière.</p> <p>Certaines décisions pourront, en outre, être communiquées par l'équipe enseignante. Dans ce cas, elles font partie intégrante de la matière d'examen.</p>

<p>Autres infos</p>	<p>1. Supports du cours magistral</p> <p>A. CRUQUENAIRE, C. DELFORGE, I. DURANT, F. GEORGES, C. HELAS et P. WÉRY, Droit des contrats spéciaux, Ouvrage à l'attention des étudiants du programmes de bachelier en droit, Waterloo, Kluwer, 2022, 5ème édition.</p> <p>Des PPT sont également communiqués et disponibles uniquement sur Moodle.</p> <p>2. Supports des séances de travaux pratiques</p> <p>Un syllabus reprenant les documents et l'énoncé des exercices constituera le principal support de cette activité d'apprentissage.</p> <p>Les étudiant-es sont, en outre, invité-es à se munir, pour chaque séance, de leurs codes civil et de droit économique.</p> <p>3. Supports de législations</p> <p>Les étudiant-e-s demeurent libres du choix du ou des codes, sous réserve des consignes précisées supra (absence de sommaires de jurisprudence).</p> <p>Les législations particulières en lien avec le cours dont l'étudiant-e souhaiterait en outre disposer peuvent être imprimées sur des feuilles volantes, à partir d'un site officiel. Elles peuvent être emportées à l'examen.</p> <p>4. Plateformes en ligne en lien avec le cours et les séances de travaux pratiques</p> <p>La plateforme Moodle sera privilégié pour le partage d'informations (consignes générales, mise à disposition des supports de cours, plans des cours, annonces, législations spéciales, etc.) et d'éventuels tests ou dispositifs de travail collectifs.</p> <p>Les étudiant-e-s sont invité-e-s à consulter régulièrement Moodle.</p> <p>TEAMS pourrait être utilisé pour d'éventuels échanges « en visuel » entre l'équipe enseignante et les étudiant-e-s.</p>
<p>Faculté ou entité en charge:</p>	<p>DRTB</p>

Programmes / formations proposant cette unité d'enseignement (UE)				
Intitulé du programme	Sigle	Crédits	Prérequis	Acquis d'apprentissage
Bachelier en droit français-néerlandais (et français-néerlandais-anglais)	DRNB1BA	4	EMHUB1280 ET BDROI1111 ET BDROI1218	